

LOGEMENT : RIEN POUR LA MIXITÉ SOCIALE ET CONTRE LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE

« Je veux inciter à la construction de logements pour faire baisser les prix. Je veux que le droit au logement soit opposable devant les tribunaux, afin que les pouvoirs publics soient obligés d'agir pour assurer la construction d'assez de logements dans toute la gamme des besoins ».

(programme de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy)

La spéculation continue !

Les prix du logement ont doublé en dix ans, faisant passer l'effort moyen des Français pour se loger de 15 % à 25 % de leur budget. Cette explosion tient tant à la spéculation sur les loyers qu'au poids des charges : la nouvelle augmentation de + 5,5 % du prix du gaz vient s'ajouter aux hausses de loyers.

La baisse du niveau de vie des Français s'explique en bonne partie par cette envolée, qui pèse durement sur les ménages populaires. Il n'est pas rare, notamment dans le parc privé pauvre, que la part du budget affectée au logement atteigne 33 à 45 %. Que leur reste-t-il alors pour vivre ?

C'est la raison pour laquelle l'augmentation des aides au logement (APL etc) était bien plus urgente et nécessaire que la déduction des intérêts d'emprunts du paquet fiscal.

Logement social : toujours plus de ghettos, toujours moins de mixité

Le projet de loi sur l'accès aux HLM fait passer le parc social du statut de parc populaire à celui de parc de pauvres, avec pour conséquences un important recul de la mixité sociale et une aggravation des ghettos.

La vente en masse des HLM à leurs occupants répond au mythe d'une France de propriétaires, image en décalage avec les réels besoins de catégories moyennes et populaires. Quant au durcissement des expulsions (12 000 prévisibles en 2008), il est en contradiction avec la loi DALO sur le droit opposable au logement.

Financement du logement social : la destruction systématique des circuits

La droite s'apprête à voter le projet Boutin/Sarkozy de démantèlement du circuit du Livret A, en banalisant à la fois sa distribution et sa centralisation à la CDC, pour satisfaire les banques et les aider à reconstituer leurs dépôts après les déboires des subprimes.

Une mise en cause du circuit du 1 % logement, qui finance la moitié du plan de rénovation urbaine en plus des aides au logement des salariés, est à l'œuvre. L'objectif est de faire un cadeau, au prix social fort, à des employeurs qui n'en demandaient pas tant.

Tout pour les banques et les marchés, tout pour les rentiers et les fonds qui vivent de la spéculation immobilière au détriment du pouvoir d'achat, du droit au logement et de la mixité sociale. Voilà le bilan d'un an de Sarkozy sur le logement !

Les socialistes souhaitent un développement ambitieux du logement social (constructions de 120 000 logements sociaux par an, respect obligatoire de la loi SRU), l'amélioration des rapports locatifs (encadrement des loyers, limitation à 25 % des revenus de la dépense logement des ménages modestes), la mise en place d'un système obligatoire, universel et mutualiste de garantie des risques locatifs, l'accompagnement de l'accession sociale à la propriété, le développement de l'hébergement et l'accueil d'urgence.

